



**UNIVERSITE CHEIKH  
ANTA DIOP DE DAKAR**

**ECOLE DOCTORALE SCIENCES  
JURIDIQUES, POLITIQUES,  
ECONOMIQUES ET DE GESTION  
(ED-JPEG)**



**LABORATOIRE DE RECHERCHES  
ECONOMIQUES ET MONETAIRES**

Abdoulaye TRAORE

# **Aspects empiriques de l'hétérogénéité de l'UEMOA**

**Document de travail n° 6**

**Novembre 2013**

**LAREM – UCAD  
Sénégal**

## INTRODUCTION

La problématique des hétérogénéités macroéconomiques en union monétaire est apparue comme une grande préoccupation dans l'évaluation des politiques économiques. Cette question, née dans le sillage du projet de construction de l'Union économique monétaire (la zone Euro), est particulièrement fondée sur la convergence des économies. En effet, un moyen sûr pour rendre viable une union monétaire, en absence de mobilité des facteurs de production et de transfert budgétaire, est d'éviter de fortes divergences. Autrement dit, la convergence, constitue une condition sine qua non pour garantir la stabilité et la prospérité d'un espace communautaire, et rend facile la conduite de la politique monétaire commune. Les pays de l'UEMOA n'échappent pas à ce débat car dans son préambule en date du 29 janvier 2003, le Traité modifié de ladite zone affirme « la nécessité de renforcer la complémentarité des appareils de production et de réduire les disparités de niveaux de développement entre les États membres ». A cet égard, le respect des objectifs du Pacte de convergence, de stabilité et de croissance est considéré comme un critère important devant favoriser une convergence réelle des économies.

Ce papier propose d'étudier la performance macroéconomique de l'Union en mettant un accent particulier sur l'ampleur des disparités nationales de 2000 à 2012. L'analyse s'appuie ainsi sur des indicateurs auxquels les pays entreprennent des efforts pour favoriser leur convergence, à savoir un indicateur d'inflation décrit par l'indice harmonisé des prix, un indicateur de performance de l'activité économique apprécié par le taux de croissance du PIB réel, un indicateur de compétitivité globale s'appuyant sur le taux de change effectif réel, un indicateur de performance du commerce extérieur basé sur le ratio solde courant extérieur sur PIB et un indicateur budgétaire apprécié par le ratio solde budgétaire sur PIB. Dans l'ensemble, ces indicateurs offrent la possibilité de mieux caractériser le fonctionnement des économies et fournissent des informations essentielles pour la conduite des politiques macroéconomiques.

En s'inscrivant dans la lignée des travaux empiriques ayant consacré à l'étude des divergences régionales dans la zone UEMOA, cette étude exploite principalement quelques méthodes simples de la statistique descriptive. Celles-ci sont basées sur les paramètres de dispersion généralement utilisés dans la littérature<sup>1</sup> pour illustrer les divergences et disparités régionales

---

1 Notamment Benalal & al. (2006), Semenescu (2009), Diop & Thiaw (2010).

et un diagramme de convergence pour mesurer l'ampleur des inégalités entre les pays ainsi des pays.

Notre travail est organisé comme suit : la première section explore l'information contenue dans les données empiriques retenues au moyen du différentiel par rapport à la moyenne, de l'intervalle de variation. On analyse ainsi séparément l'évolution des différentiels de performances macroéconomiques sur la période considérée, en mettant en relation certains faits stylisés avec les résultats de la littérature empirique sur les performances macroéconomiques des pays. La seconde section utilise particulièrement les évolutions d'écart-type pour mesurer les tendances de convergence. La troisième section propose un panorama des divergences dans la zone UEMOA, grâce au diagramme de Björkstén & Syrjänen (1999) qui condensera toutes les données pour fournir une image globale des écarts de performance entre les pays.

## **I. ANALYSE DES ECARTS DE PERFORMANCE AU MOYEN DE L'ECART ABSOLU (DIFFERENTIEL PAR RAPPORT A LA MOYENNE) ET DE L'ETENDUE**

Pour décrire l'amplitude des écarts de performance entre les valeurs de chaque indicateur national et la valeur de référence (ou performance moyenne la moyenne de l'Union), on détermine la différence entre la valeur prise par l'indicateur et la valeur de référence. La représentation, sur un même graphique, de l'évolution des différentiels de performance fournit des informations sur l'ampleur des divergences au sein de l'Union. Pour représenter l'importance des disparités, on utilise les intervalles de variation, c'est-à-dire la différence entre la valeur maximale et la valeur minimale de l'indicateur macroéconomique ; la valeur de référence va osciller entre les intervalles de variation.<sup>2</sup> Dans l'interprétation, on considérera que des États présentant des taux de croissance, des soldes budgétaires et des soldes commerciaux qui s'écartent de la moyenne de l'Union par des valeurs positives sont ceux qui connaissent des performances systématiquement plus élevées, favorables à l'Union. Par contre, des valeurs de taux de change effectif réel et de taux d'inflation au-dessus de la moyenne traduisent respectivement une perte de compétitivité par rapport à la moyenne de la zone et un différentiel d'inflation défavorable à l'Union. Ainsi, si un pays se retrouve systématiquement au-dessous / au-dessus de la valeur de référence pour un indicateur donné, cela signifie que son écart par rapport à la moyenne est dû à des événements conjoncturels, mais la persistance des écarts

---

<sup>2</sup> L'inconvénient de ces indicateurs est que les valeurs extrêmes deviennent problématiques, dès que les valeurs extrêmes correspondent à des cas exceptionnels de l'échantillon.

positifs ou négatifs entre les variables nationales pourrait sans doute traduire une présence des inégalités structurelles.

Cette situation n'est pas sans conséquence au sein de l'Union. Soit, par exemple, le cas des divergences dans l'évolution des prix au sein de l'Union: un pays avec une inflation inférieure à la moyenne se retrouve systématiquement pénalisé par la politique monétaire, car il subit des taux d'intérêt réels relativement plus élevés au sein de l'Union. Pire encore, une hausse de l'inflation moyenne qui a pour corolaire une hausse du taux d'intérêt de la banque centrale, provoque une aggravation de la situation du pays par un effet récessif sur son activité économique, toute chose égale par ailleurs. Des écarts entre les taux d'inflation induisent également des performances différenciées en matière de compétitivité. Une analyse comparable pourrait s'appliquer au différentiel de croissance. En effet, un pays qui se retrouve avec un taux de croissance régulièrement faible par rapport à la moyenne sera pénalisé par des taux d'intérêt systématiquement trop élevés. Les divergences de préférences entre autorités économiques qui peuvent en résulter induisent un conflit d'objectifs dans l'élaboration du policy-mix (Menguy, 2003).

## I.1. ÉVOLUTION DES ECARTS D'INFLATION DANS L'UEMOA

La littérature discute abondamment du choix des indices de prix qui reflètent les prix des biens considérés comme échangeables et ceux des biens non échangeables ( Edwards, 1989). Dans certains pays en développement comme ceux de l'UEMOA, le statut de petit pays fait que les États n'ont aucune influence sur le prix nominal des biens échangeables déterminés sur le marché international en devises de telle sorte qu'il évolue en fonction de l'inflation à l'étranger et des cours de change des devises en monnaie nationale. Toutefois, leur politique économique peut influencer le prix des biens non échangeables. Ce dernier, généralement mesuré par l'indice des prix à la consommation, apparaît comme une cible stratégique de la BCEAO. Cette pratique résulte d'un consensus largement partagé dans la théorie économique: *une croissance économique durable et saine ne peut être obtenue que dans un environnement de maîtrise de l'évolution des prix.*

Cependant, le taux d'inflation résultant de l'indice global des prix à la consommation est soumis, dans le court terme, à des mouvements d'une certaine volatilité (**Figure 1**). L'évolution des prix sur les marchés de l'UEMOA est, en effet, influencée par des facteurs à la fois interne

(insuffisance de l'offre locale de céréales) et externe (renchérissement des produits alimentaires importés et chocs pétroliers)<sup>3</sup>. Diop, Dufrénot & Sanon (2008) soulignent, à cet égard, le poids des prix étrangers sur les taux d'inflation dans les pays de la zone. Leur étude soutient que 50 à 70 % de l'augmentation des prix intérieurs seraient expliqués par l'augmentation des prix étrangers dans le long terme. Mais cela n'empêche pas l'existence d'une relation empirique entre l'inflation et les mouvements de la masse monétaire dans l'Union, comme indiquent certains travaux (Doe & Diarisso (1998) et Fielding (2004)).

Le graphique de gauche de la Figure 1 retrace des dispersions des taux d'inflation au sein de l'UEMOA sur la période de 2000 à 2012. Il montre que les positions relatives des pays apparaissent assez variables. Autrement dit, aucun pays n'a pu systématiquement enregistrer des taux d'inflation plus forts ou plus faibles que la moyenne ; ce qui semble mettre en évidence le caractère différencié des conjonctures économiques des pays de la zone de sources liées aux chocs d'offre asymétriques (Houssa, 2008) qui, selon Sarr (2006), sont en liaison avec la différence de spécialisation des pays dans le type des matières premières produites. Le graphique de droite, met toutefois en évidence, une réduction des écarts vers la valeur de référence durant certaines périodes : 2001-2002 ; 2004 ; 2006 ; 2010-2011. L'étendue des écarts de taux d'inflation annuel atteint son maximum en 2000 en raison des trajectoires divergentes des taux d'inflation de la Guinée-Bissau (taux d'inflation relativement plus élevée) et du Mali (déflation).

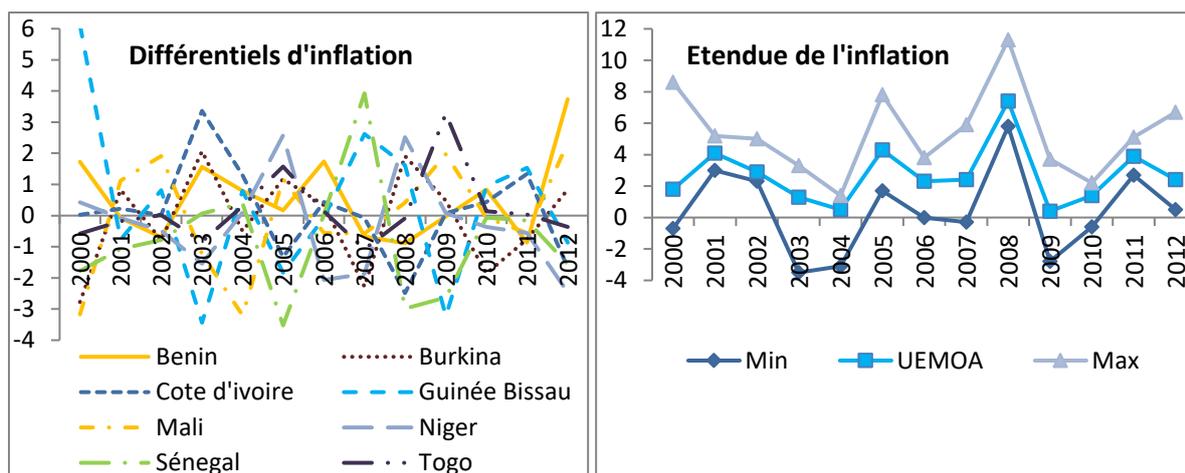
Globalement, l'évolution des écarts d'inflation ne permet pas de dégager aucune tendance claire de convergence quoique l'inflation ait été plus faible et beaucoup moins volatile par rapport à la décennie précédente (conséquence probable du régime de change et l'expérience monétaire)<sup>4</sup>

### **Figure 1: Différentiel et étendue de l'inflation dans l'UEMOA**

---

<sup>3</sup> Voir Rapport sur l'évolution sur l'évolution des prix à la consommation dans l'UEMOA en 2008 et perspective en 2009.

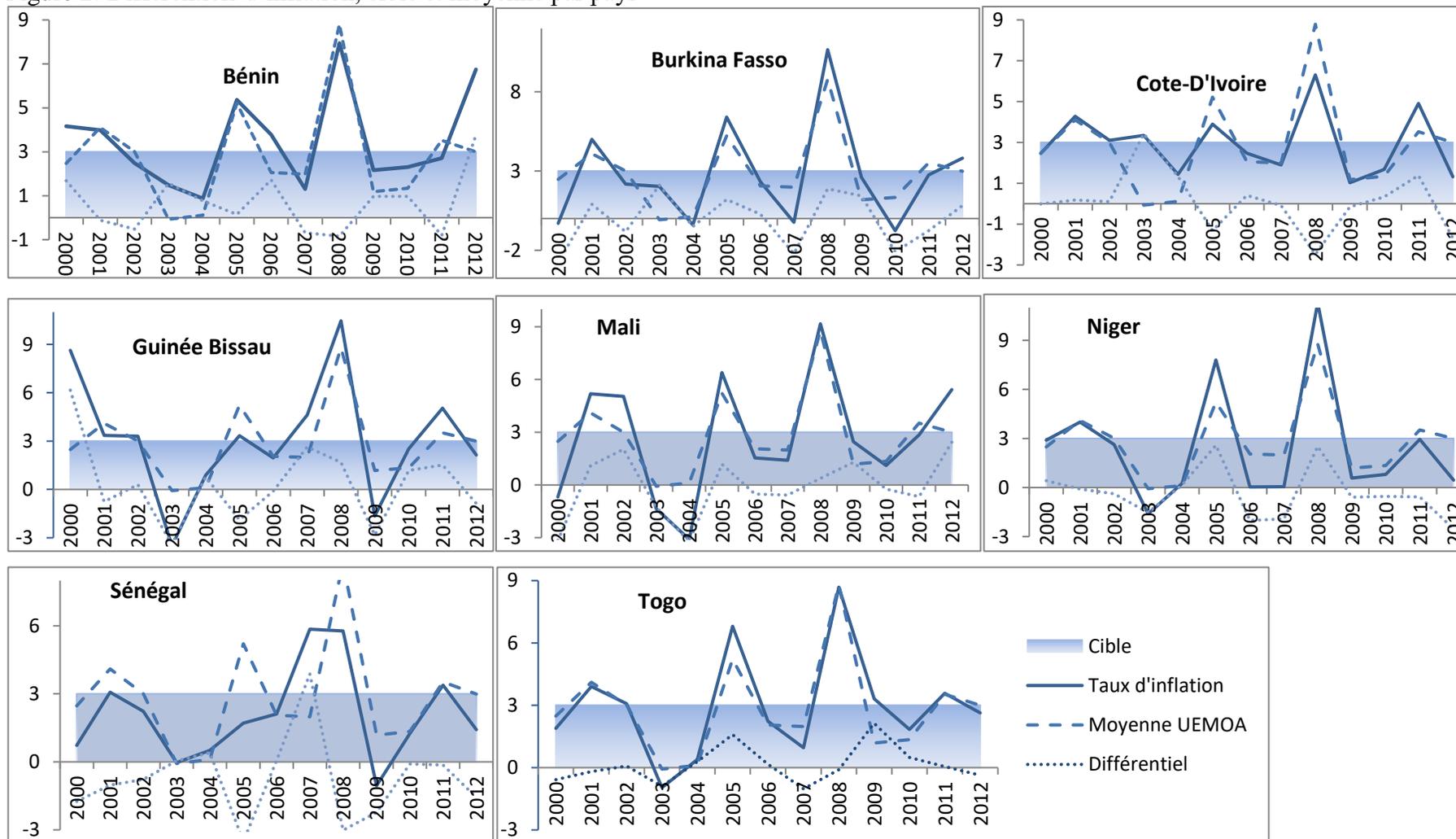
<sup>4</sup> Cf. notamment la section 4 du chapitre 1.



Sources : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

Les expériences individuelles des différents pays membres (Figure 2) indiquent que les taux d'inflation les plus importants seraient enregistrés au Bénin et en Guinée Bissau. Seul le Sénégal bénéficie d'un gain d'inflation modérée (10,1 %) par rapport à la moyenne de. En matière de respect du seuil de 3 %, certains dépassements seraient grandement liés aux facteurs exogènes (par exemple, la sécheresse) et la hausse du prix international des produits alimentaires qui exercent un poids considérable dans les indices de prix. Les années 2005 (crise alimentaire dans les pays sahéliens en raison de la sécheresse) et 2008 (crise alimentaire interne et mondiale doublée d'une crise énergétique) illustrent bien le rôle des facteurs exogènes. Les chocs politiques (crise postélectorale, en Côte d'Ivoire en 2011; coups d'État militaires, en Guinée-Bissau et au Mali en 2012) ont, sans doute, contribué à aggraver les disparités.

Figure 2: Différentiels d'inflation, cible et moyenne par pays



Sources : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

## **I.2. DIFFERENTIEL DU TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL**

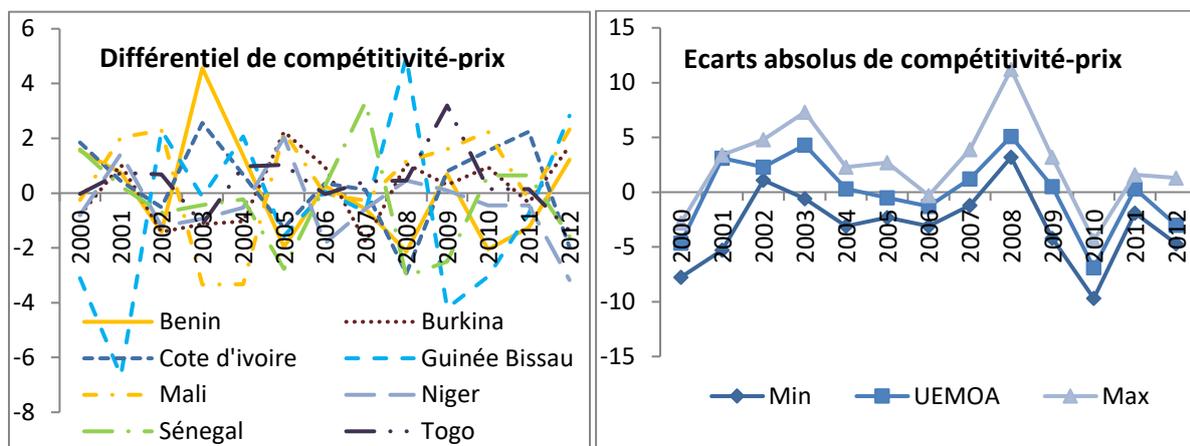
Hormis l'année de la dévaluation du franc CFA, les pays de la zone franc n'ont jamais eu recours au taux de change nominal en tant qu'instrument d'ajustement macroéconomique, et ce, depuis leur accession à l'indépendance. Leur politique de change étant contrainte par les arrangements de la zone franc, les réalignements de parité ne peuvent être qu'exceptionnels puisqu'ils requièrent un consentement mutuel, non seulement, des gouvernements des pays membres, mais aussi de gouvernement français. Cependant, du fait de l'arrimage du franc CFA à l'euro par une parité fixe, tout flottement de l'euro par rapport aux autres monnaies a une répercussion sur les économies de la zone CFA ; celle-ci étant une source indéniable de gain ou de perte de compétitivité des pays membres entre eux et vis-à-vis du reste du monde. C'est pourquoi, dans le cas précis de l'UEMOA, les autorités monétaires, au travers du taux de change effectif réel, veillent sur l'évolution de la compétitivité-prix des économies membres.

Selon le Rapport 2012 de la BCEAO sur la compétitivité des économies de l'UEMOA, le taux de change réel, dit interne, représenté par le taux de change effectif ou multilatéral réel (Edwards, 1989) est considéré comme une mesure plus significative de la compétitivité-prix dans le court et moyen terme. Il constitue un indicateur de compétitivité pertinent à court terme à condition que la productivité globale reste inchangée (Rapport JUMBO de conjoncture et Prévisions des pays de la zone franc, septembre 2005). De cette sorte, il peut s'appliquer à l'ensemble des pays de l'UEMOA comme un indicateur de compétitivité, puisque ces derniers n'auraient pas enregistré de progrès sensible de leur productivité globale depuis la dévaluation (hormis le Burkina Faso).

Dans la pratique, le taux de change effectif réel d'un pays permet d'établir dans quelle mesure les variations des taux de change, des prix ou des coûts, dans les pays partenaires et concurrents étrangers influencent la compétitivité-prix du pays concerné. Une dépréciation du taux de change effectif réel (TCER) est associée à un gain de compétitivité tandis qu'une appréciation implique un effet défavorable en la matière. Les variations de la compétitivité vis-à-vis des pays partenaires peuvent également avoir un effet sur le commerce intra-régional dans la mesure où certains produits échangés avec eux le sont également entre pays membres de l'union et qu'ils concurrencent. Tandis qu'une dépréciation réelle peut stimuler le commerce intra-régional, une appréciation réelle forte (assimilable à court terme à une détérioration de la compétitivité-prix) dégrade davantage le commerce intra-régional (puisque des importations régionales vont être remplacées par des importations en provenance du reste du monde devenues moins chères).

Comme l'indiquent les graphiques de la Figure 3, aucun pays n'a pu systématiquement enregistrer un gain ou une perte durable de compétitivité depuis 2000. Aussi, l'évolution des disparités ne semble pas très inquiétante du point de vue de l'ampleur relativement faible de la dispersion des écarts de performance de l'indicateur. Cependant, si la situation est reluisante avec l'absence de risque d'une nouvelle dévaluation du franc CFA, certains pays comme la Côte d'Ivoire ont enregistré une surévaluation de leur taux de change effectif réel proche, voire supérieure, de celle de 1993 (FMI, 2011). Compte tenu de son poids économique dans l'Union et de l'effet de contagion que cela peut engendrer, si cette situation perdure, cela peut occasionner, toute chose étant égale par ailleurs, à la perte globale de compétitivité de toute l'Union. Egalement, si l'euro continue de s'apprécier face au dollar, la compétitivité d'ensemble des économies de la zone subirait une dégradation considérable. À cela, s'ajoute la détérioration continue du compte courant puisque l'appréciation du taux de change effectif réel a tendance à stimuler la demande d'importation et réduire la demande extérieure pour les produits d'exportation.

**Figure 3 : Différentiel et écarts absolus de compétitivité**



Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

Les évolutions des taux de change réels entre les pays membres d'une union monétaire semblent toutefois dépendantes des performances des pays en termes d'inflation. Le niveau relativement élevé de compétitivité du Sénégal et du Niger (pays ayant le plus bénéficié d'inflation modérée) en est une parfaite illustration (**Tableau 1**). À l'opposé, l'érosion du pouvoir d'achat au Togo aurait une influence sur la dégradation de la compétitivité du pays.

**Tableau 1 : Performances cumulées**

Pays	Inflation	Gains/Pertes de compétitivité*
Benin	43,3	-0,3
Burkina Faso	34,6	2
Côte d'Ivoire	37,6	3,4
Guinée Bissau	40,2	-1,6
Mali	35,5	4,2
Niger	32,2	-4,2
Sénégal	25,8	-7,2
Togo	38,3	6,4
UEMOA	35,9	0,3
Ecart-type	5	4,3

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

### **I.3. PERFORMANCES DIFFERENCIÉES DES SOLDES COURANTS EXTERIEURS**

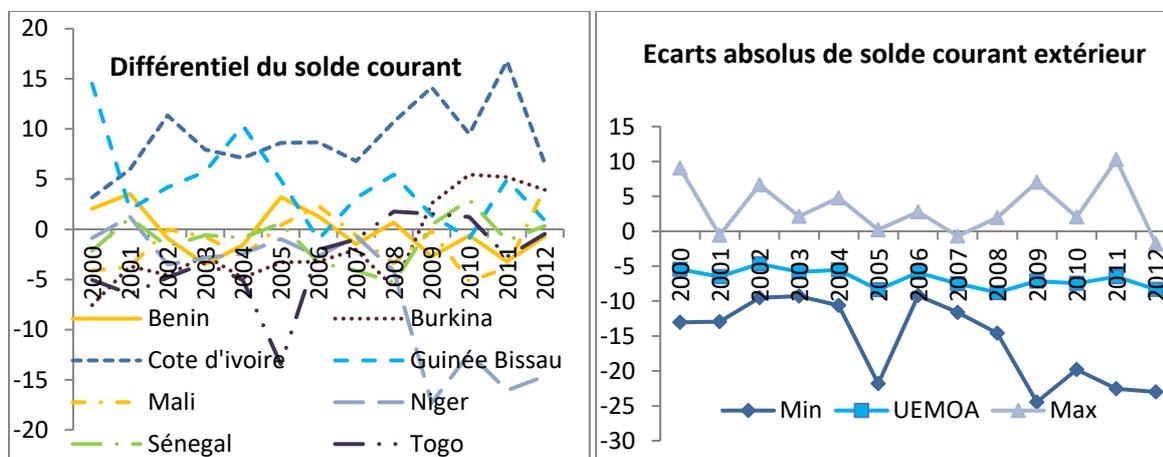
La balance courante recense toutes les transactions courantes d'une économie avec l'extérieur portant sur des valeurs économiques (autres que des actifs financiers). Un déficit du compte courant correspond à un besoin de financement extérieur, et constitue la principale source d'accumulation de dette extérieure. A cet égard, un seuil de 5 % du PIB est retenu pour apprécier l'ampleur du déficit du compte courant.<sup>5</sup> Néanmoins, le solde extérieur demeure au-dessus du seuil de 5 %, ce qui révèle des faiblesses liées à la nature des échanges commerciaux des pays membres. Il se situe en moyenne à 6,3 % du PIB sur la période 2000-2012, contre 5,3 % au cours de la décennie 1990, soit une dégradation d'un point de pourcentage. Mais des études sur la viabilité du déficit courant des pays de l'Union (FMI 2014 et Rapport 2013 de la BCEAO sur la viabilité et les déterminants du déficit courant) indiquent qu'ils ne présentent pas un risque potentiel de déficit courant non viable. Ce qui met en avant la capacité des pays de l'Union à mobiliser des capitaux étrangers.

Toutefois, il existe des écarts de performances importants entre les pays membres de l'UEMOA au cours de la période 2000-2012 qui s'accroît depuis 2007 (Figure 4). Au regard de l'évolution des écarts sur les graphiques ci-dessous, aucune tendance de convergence n'est

<sup>5</sup> Le seuil de 5 % est également retenu dans le cadre du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA.

identifiée. La Côte d'Ivoire est ainsi le seul pays qui présente un solde extérieur systématiquement supérieur à la moyenne de l'UEMOA.

**Figure 4 : Divergences dans les soldes courants**



Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

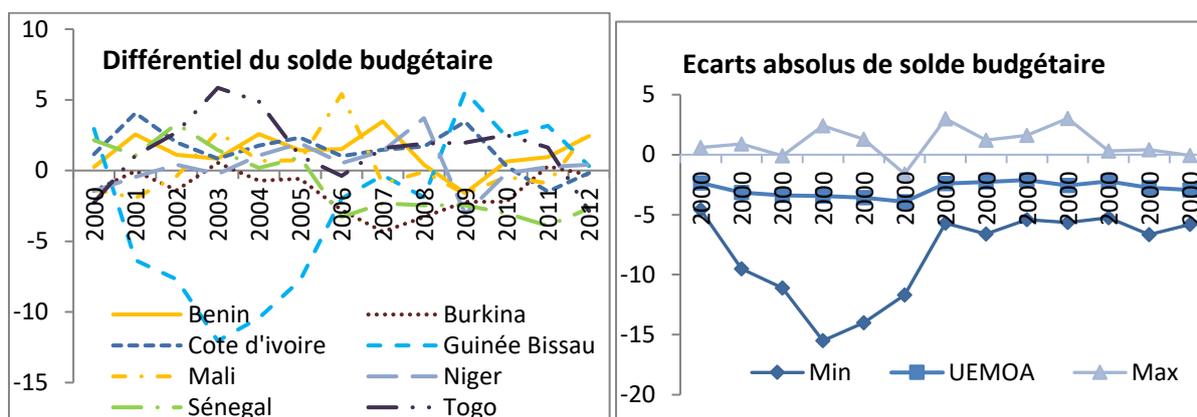
Ainsi, les écarts élevés (graphique de droite) sont essentiellement liés aux trajectoires divergentes de la Côte d'Ivoire (solde structurellement excédentaire et systématiquement supérieur à la moyenne) et certains pays affichant de très mauvaises performances, en l'occurrence le Burkina (plus important solde déficitaire en 2000, puis entre 2006 et 2008), le Togo (succession de déficit relativement plus élevé entre 2001 et 2005) et surtout le Niger (détérioration très profonde du solde de la balance courante à partir de 2008).

#### **I.4. AMPLEUR DES DIVERGENCES BUDGETAIRES**

Le solde budgétaire base engagements dons compris est l'instrument qui permet d'évaluer l'équilibre des finances publiques indépendamment de l'incidence de l'aide au développement (tant sur les recettes que sur les dépenses). En tant qu'indicateur de référence pour la convergence des politiques budgétaires, le solde budgétaire donne une vision plus juste de l'effort budgétaire réalisé par un État, indépendamment de ses dépenses directement financées sous forme d'aide-projet. Cependant, au cours de la décennie 2000, aucun État n'a pu dégager régulièrement un excédent budgétaire. En termes de disparité, le solde budgétaire des pays fait apparaître des périodes de divergences mises en évidence par les deux graphiques de la Figure 5. Le graphique de droite permet d'identifier une diminution de l'écart absolu de déficit budgétaire au sein de l'UEMOA en 2000 et 2012.

Sur cette question, Massuyeau (2004) et Doré & Masson (2002) ont constaté que les budgets des pays de la zone réagissent à court terme à la fois aux cycles économiques et aux variations des termes de l'échange. De surcroît, leurs politiques budgétaires ont tendance à être pro cyclique, en raison d'une grande instabilité de leur assiette fiscale (Talvi & Végh, 2005). Dans cette situation, il est alors difficile de réaliser un excédent budgétaire important en période d'expansion.

**Figure 5 : Divergences budgétaires**

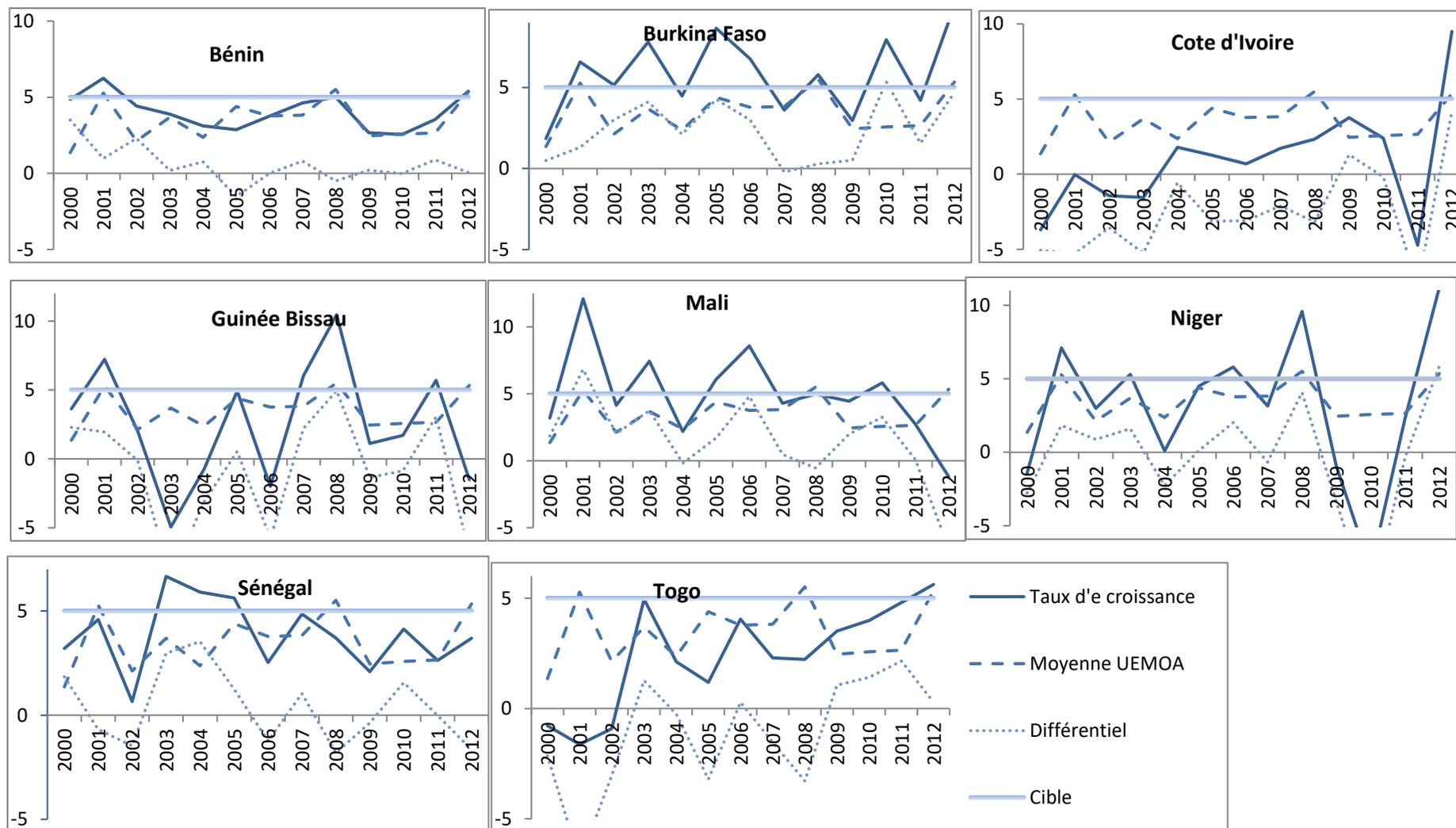


Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

## I.5. DIFFERENTIEL DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

L'examen des graphiques de la Figure 7 semble conforter les difficultés des pays à soutenir l'activité de manière stable. En effet, aucun pays n'est parvenu à atteindre, de façon régulière, un niveau de croissance supérieur à 5 % entre 2000-2012. Les performances moyennes sur cette période se présentent comme suit: Bénin (4,1 %), Burkina Faso (5,7 %), Côte d'Ivoire (1,1 %), Guinée-Bissau (2,2 %), Mali (4,3 %), Niger (4,7 %), Sénégal (4,2 %) et Togo (2,8 %). Au total, le PIB réel de l'Union est ressorti à un taux de croissance de 3,1 % entre 2000-2012, contre 2,9 % sur la décennie antérieure, ce qui illustre l'état généralisé de stagnation des économies de l'Union.

**Figure 7: Différentiels et faibles performances de croissance dans UEMOA**

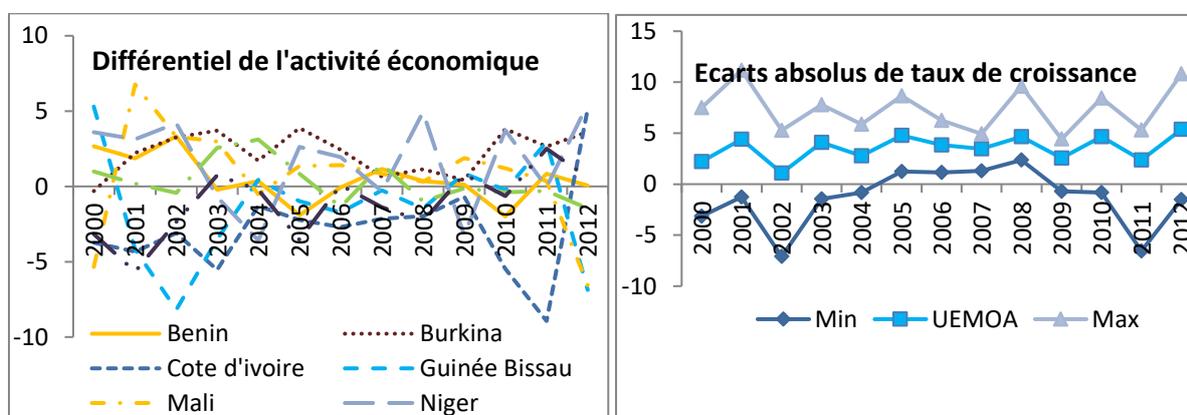


Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

L'instabilité socio-politique et les problèmes de sécurité ont été identifiés parmi les principales raisons de cette sous-performance selon le Rapport 2014 des services du FMI. Des chocs asymétriques fréquents ont également contribué à une grande volatilité économique. En effet, la zone se caractérise par une instabilité temporelle des taux de croissance et par une forte dispersion de ces taux à l'intérieur de l'Union (Patillo & al, 2008). Selon Tapsoba (2009), les pays sont, en moyenne, soumis à une variabilité de la croissance qui est environ le double de celle observée entre les pays du G7<sup>6</sup>.

L'examen graphique de la Figure 6, indique que les disparités des taux de croissance restent importantes, malgré une tendance généralisée (hormis le Niger) de réduction des écarts de croissance entre 2004 et 2009 (Figure 6). Sur le graphique de gauche, on voit bien que seul le Burkina Faso a connu un rythme de croissance systématiquement plus élevé, avec un gain de croissance significatif et bénéfique à l'ensemble de l'Union. La divergence majeure concerne la Côte d'Ivoire dont la perte cumulée de croissance très élevée, pénalisant le rythme de croissance moyen de l'union sur la période.

**Figure 6 : Divergence de l'activité économique**



Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

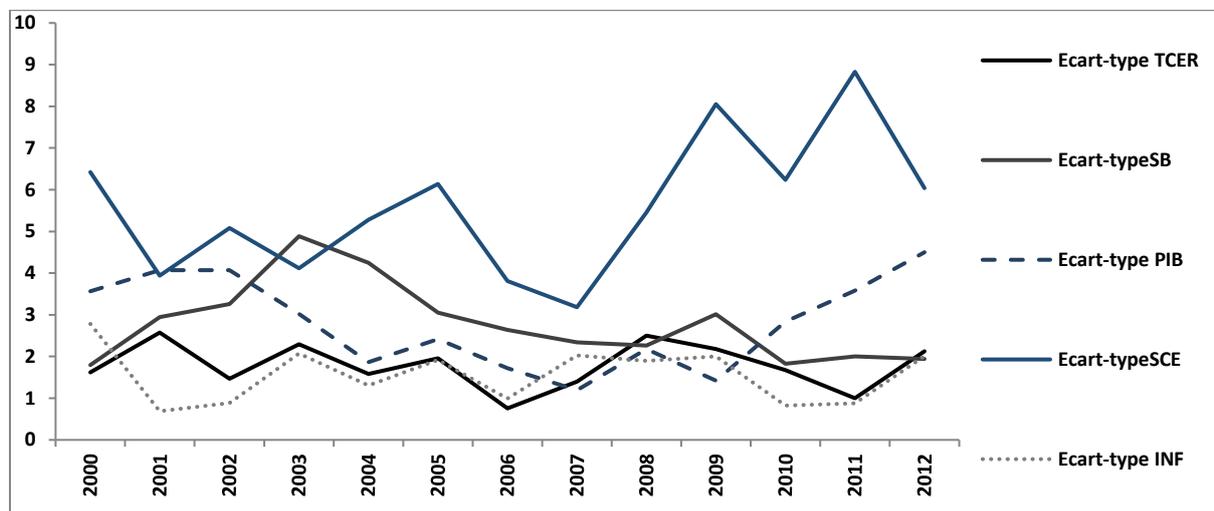
## II. ANALYSE DES DISPERSIONS MACROECONOMIQUES PAR L'ECART-TYPE

Leurs évolutions précédentes n'ayant pas permis de conclure à l'existence d'une tendance de convergence des économies justifie le recours à l'écart-type **censé fournir une indication plus précise sur le caractère convergent ou pas d'un indicateur macroéconomique grâce à la prise en**

<sup>6</sup> Le Groupe des sept (G7) est un groupe de discussion et de partenariat des chefs d'État des sept économies les plus importantes du monde: les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Canada. Depuis 1998 le groupe inclut la Russie. Ensemble, ces pays représentent environ les 3/5 de l'économie mondiale.

compte de la disposition des pays autour de la valeur de référence. La figure ci-après permet de visualiser les différentes évolutions d'écart-types représentatifs des disparités conjoncturelles entre les pays.

**Figure 7 : Évolution des écarts types (2000-2012)**



Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

Dans un premier temps, on remarque des évolutions qui sont sur des trajectoires très différentes sur la période considérée. L'ampleur relativement élevée des disparités des performances commerciales et budgétaires est l'illustration la plus frappante des divergences des politiques nationales des gouvernements de l'UEMOA. Toutefois, les dispersions des taux des soldes budgétaires semblent s'atténuer dans le temps et se distinguent des écarts de performance de déficit courant d'ampleur relativement importante associée d'une tendance haussière sur la période. Ces divergences mettent en exergue l'insuccès des politiques nationales (budgétaires et surtout commerciales) et l'incapacité de la Commission de l'Union à assister les États de manière significative dans le cadre du dispositif actuel de coordination des politiques économiques.

Par contre, l'évolution des dispersions d'inflation et de compétitivité au sein de la zone présente globalement des caractéristiques différentes. Les écarts-types d'inflation et de taux de change réel ont été d'amplitudes relativement modérées, en suivant approximativement des mouvements périodiques identiques (phases d'accentuation des divergences en 2003 et 2005 et de réduction des divergences dans les années 2004, 2006 et 2011). L'évolution des tendances montre une constance de l'ampleur des divergences des indicateurs, ce qui semble indiquer que l'ampleur des dispersions des taux d'inflation et des taux de change effectifs réels est en 2012

dans une situation semblable à ce qu'elle était en 2000. De ce fait, en considérant la politique monétaire, comme prioritairement responsable de l'évolution des deux indicateurs, on retrouve ici son influence potentielle sur leur niveau de disparité et de convergence. On aboutit également à la même constatation quant à l'évolution de l'écart-type des taux de croissance des pays. En effet, l'ampleur des dispersions en 2000 semble se maintenir jusqu'à 2012 au vu de la tendance constante de l'écart type des taux de croissance.

Globalement, l'évolution globale des écarts-types traduit une certaine hétérogénéité des performances macroéconomiques nationales n'a pas diminué, depuis plus d'une décennie. Elle présente, en outre, un fort degré de persistance dans le temps. Cela implique une dynamique divergente des revenus, des prix, des finances publiques, des échanges extérieurs et de compétitivité entre pays.

Le Tableau 2 récapitule les faibles performances observées dans la zone entre 2000 et 2012. Les pays ont principalement des problèmes d'équilibre de solde budgétaire (tous les pays éprouvent un manque potentiel de capacités à assainir de façon durable les finances publiques) et de solde d'équilibre extérieur (avec seulement la Côte d'Ivoire qui parvient parfois à équilibrer sa balance extérieure). Parallèlement, ils souffrent d'une croissance insuffisante, excepté le Burkina Faso dont la croissance n'a pas ralenti sous l'effet de la montée des déficits extérieurs (Tableaux 2). La position plus ou moins concurrentielle de la Guinée Bissau, conséquence probable d'un déficit modérée, résulterait sans doute de la dépréciation de son taux change effectif. Elle est cependant considérée comme un mauvais élève à côté du Bénin, avec les taux d'inflation les plus élevés de l'Union.

**Tableau 2 : Les disparités dans la zone UEMOA (2000–2012)**

Inflation	TCER	Croissance	Solde extérieur	Solde public
<2 % Sénégal	<0 Guinée Bissau, Niger, Sénégal	> 5% Burkina Faso	>2% du PIB Côte d'Ivoire	>0% du PIB Aucun pays
>3% Guinée Bissau, Bénin	>0 Reste des pays	<3 % Cote d'Ivoire, Guinée Bissau, Togo	<-5 % du PIB Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger Sénégal, Togo	<-2 % du PIB Burkina Faso, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

### III. PANORAMA DES DIVERGENCES DANS LA ZONE UEMOA

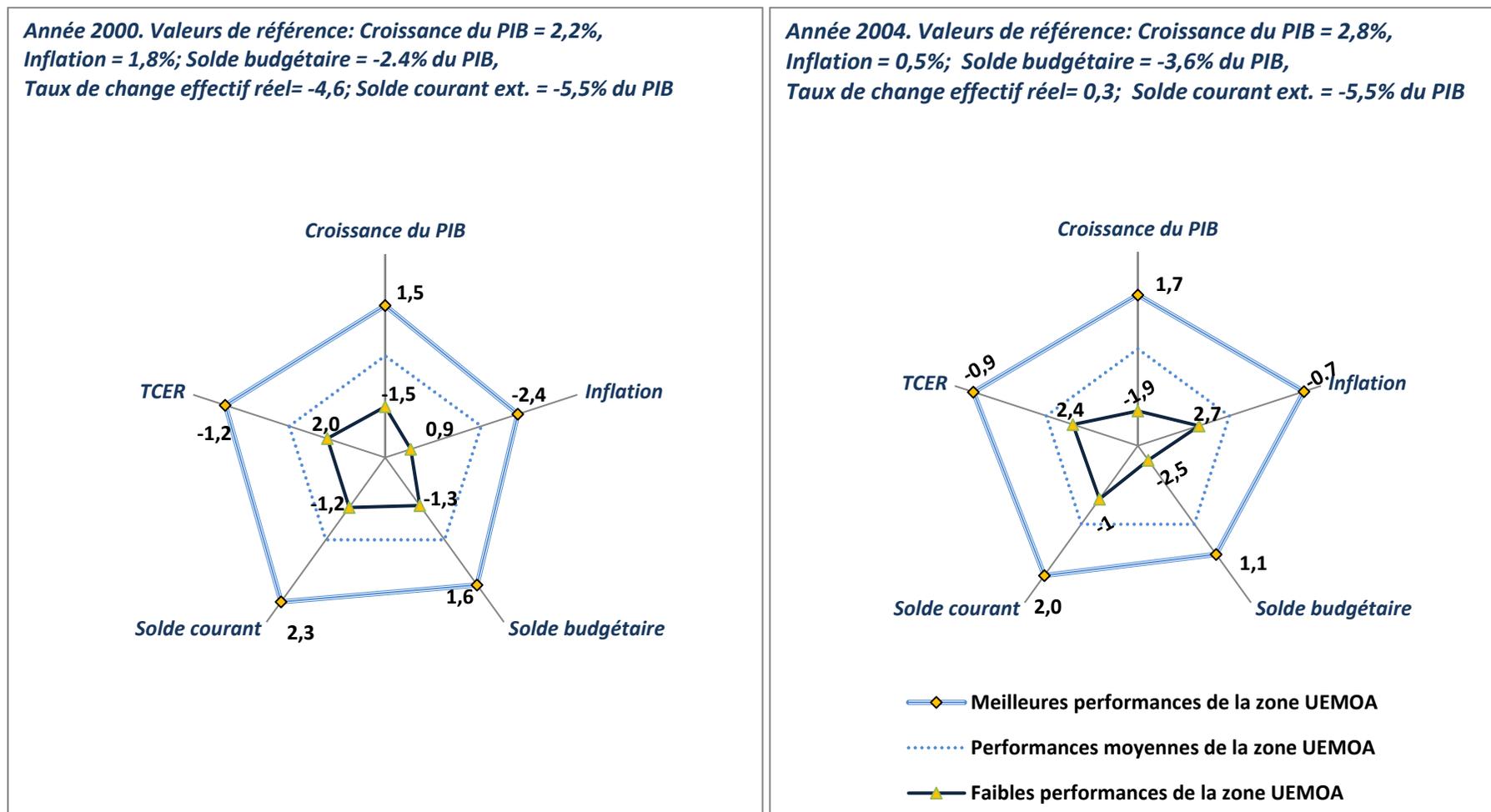
Le " baromètre de convergence " inspiré des travaux Björkstén & Syrjänen (1999) est utilisé comme instrument permettant d'identifier des périodes de convergence économique en utilisant simultanément les variables. Cet outil permet, en effet, de condenser dans un diagramme les cinq variables économiques. Le diagramme obtenu apparaît dès lors sous la forme d'un pentagone, représentant les valeurs normalisées des indicateurs nationaux retenus. De la sorte, le pentagone, grâce à l'aperçu global de la situation macroéconomique qu'il confère, est susceptible de rendre l'analyse des divergences économiques relativement plus subtile et également de rendre compte des difficultés résultantes de la politique économique localement. Les moyennes des indicateurs deviennent ainsi l'origine du diagramme si l'on s'en réfère à la normalisation des variables. Dans la présentation graphique, les échelles ont été inversées pour l'inflation et le taux de change effectif réel afin de simplifier l'intuition visuelle.

Les graphiques des Figures 8.a et 8.b<sup>7</sup> représentent de façon ponctuelle les divergences au sein de la zone. Dans l'interprétation, on s'intéresse à l'étendue des valeurs minimales et maximales normalisées des indicateurs enregistrés dans l'Union. Toute déviation des valeurs des indicateurs par rapport aux valeurs moyennes est considérée comme une tendance de divergence des variables macroéconomiques correspondantes. Autrement dit, des écarts très importants, même dans des directions positives, peuvent être une source de préoccupation. La distribution des valeurs des performances les plus élevées et les plus faibles pour chaque indicateur considéré, autour des valeurs moyennes de référence, indique des différences enregistrées dans les pays les plus éloignés de la situation moyenne de l'Union. La zone des divergences est ainsi située entre la zone délimitée par les pentagones des meilleures et des plus faibles performances macroéconomiques. De ce fait, le sens plus désirable des écarts par rapport à la moyenne est de tendre vers le pentagone de la moyenne de la zone UEMOA.

---

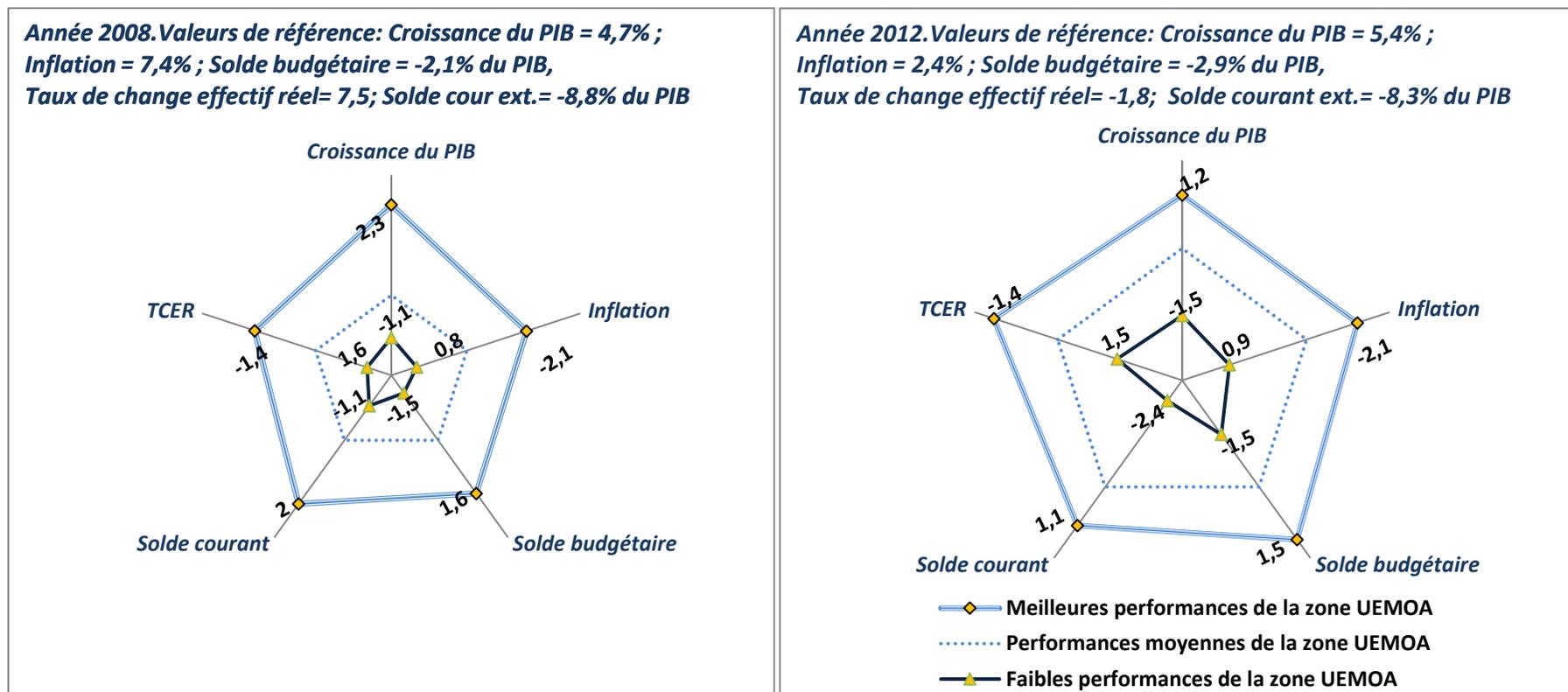
<sup>7</sup>On aurait pu choisir toutes les années, mais l'analyse est simplificatrice. Il s'agit de voir si les disparités se sont atténuées ou pas et, dans ce cas, les interprétations graphiques s'effectuent à titre de comparaison pour ces différentes années choisies.

**Figure 8 a : Baromètres de convergence dans la zone UEMOA en 2000 et 2004**



Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

**Figure 8 b : Baromètres de convergence dans la zone UEMOA**



Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BCEAO

L'examen des quatre graphiques permet de convenir que les disparités entre les économies de la zone UEMOA semblent persistantes et souvent croissantes. Par rapport à 2000, les chiffres de 2004 attestent d'une baisse partielle des hétérogénéités, mais celles-ci sont réapparues plus importantes en 2008, malgré une relative baisse substantielle des divergences budgétaires. En 2012, les dispersions se renforcent à nouveau. Par rapport aux années antérieures, l'ampleur des écarts notée en 2012 reste manifeste avec : un écart absolu de 6 % du taux de croissance PIB sachant que la moyenne de la zone était de 5.4 % ; un écart absolu de 6.2 % de taux d'inflation pendant que la moyenne de la zone était de 2.4 % ; un écart absolu de compétitivité 6 % pour des économies, en moyenne, compétitives ; un écart absolu de 5.7 % du ratio solde budgétaire/PIB autour d'une moyenne de -2,9 % du PIB; un écart absolu de 21.1 % du ratio solde extérieur courant autour d'une moyenne de -8,3 % du PIB.

Étant donné l'évolution contrastée des variables nationales, il serait étonnant que la conduite de la politique monétaire centralisée, fondée sur la situation agrégée des économies de l'Union, convienne à tous les pays membres. Par exemple, la hausse des taux d'intérêt à court terme peut avoir des effets différenciés dans des zones différentes, car ils interviennent à des étapes distinctes d'un cycle économique. Ainsi, la centralisation de la politique monétaire pourrait contribuer à amplifier les disparités de sorte à rendre plus difficile la gestion des États membres.

## **CONCLUSION**

Globalement, il ressort de cette étude que les pays de l'UEMOA sont bien dans des situations conjoncturelles différentes. Les faits empiriques ont fourni un panorama des divergences en termes d'inflation, de compétitivité et de croissance. Ils ont montré l'approfondissement de certains déséquilibres comme les déficits extérieurs et publics. Parmi ces disparités, les divergences dans les soldes courants extérieurs et publics et celle des taux de croissance semblent d'ampleurs plus importantes.

L'ampleur relativement élevée des disparités dans les soldes extérieurs et publics est l'illustration la plus frappante des divergences de politiques nationales des gouvernements de l'UEMOA. Si les divergences de croissance, d'inflation et de compétitivité ne se sont pas particulièrement accrues durant la dernière décennie, leur fort degré de persistance dans le temps traduirait le caractère structurellement asymétrique de l'Union. Mundell (1961) faisait remarquer que de telles asymétries peuvent créer des besoins nationaux différenciés et concourent à rendre difficile l'utilisation d'une politique monétaire commune. Autrement dit,

l'importance des facteurs conjoncturels et structurels induit des réactions asymétriques de la politique monétaire.

### Références bibliographiques :

**Björkstén, N. et Syrjänen, M. (1999) :** « Divergences in the Euro Area: a Cause for Concern? », Bank of Finland Discussion Papers 11/99

**Doe, L. et Diarisso, S. (1997) :** « De l'origine monétaire de l'inflation dans les pays de l'UEMOA » Document d'Etude et de Recherche BCEAO

**Dufrénot, G., Diop, A. et Sanon, G. (2008):** « Is Per-capita Growth Hampered by Poor Governance and Weak Institutions? An empirical Study on the ECOWAS Countries » *African Development Review*, 22(2), 265-275

**Edwards (1989) :** « Real Exchange Rates, Devaluation and Adjustment: Exchange Rate Policy in Developing Countries » Cambridge, Mass: MIT Press

**Fielding, D. (2004) :** « How does monetary policy affect the poor? Evidence from the West African Economic and Monetary Union », *Journal of African Economies* 13(4), pp.563-593

**Houssa, R. (2008):** « Monetary union in West Africa and asymmetric shocks : A dynamic structural factor model approach », *Journal of Development Economics* 85, 319-347.

**MENGUY, S. (2003) :** « Coopération des autorités et efficacité des politiques économiques dans le cadre de l'UEM », Document de travail Forum, n° 7

**Sarr, F. (2006) :** « La coordination des politiques macroéconomiques en Union Monétaire : le cas de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine », Thèse de Doctorat en Sciences Economiques, Université d'Orléans, 2006, 314p.

**Tapsoba, S.J.A. (2009) :** « Union monétaire en Afrique de l'Ouest : Quelles réponses à l'hétérogénéité des chocs ? » Etudes et Documents E 2009. 12, CERDI, avril 2009, 34P